

Entreprise en redressement judiciaire : les poursuites individuelles s'arrêtent



© 2025 Les Echos Publishing

Lorsqu'une entreprise est placée en redressement judiciaire, les actions en paiement d'une créance impayée engagées contre elle par ses créanciers s'arrêtent, y compris lorsqu'elle bénéficie d'un plan de redressement.

Quand une association est regardée comme un professionnel en droit de la consommation



© 2025 Les Echos Publishing

L'association qui, dans le cadre d'un contrat, agit à des fins qui entrent dans le cadre de son activité a la qualité de professionnel et ne peut donc pas demander l'annulation d'une clause abusive.

Céder son bail rural à un neveu après l'avoir adopté, c'est possible !



© 2025 Les Echos Publishing

En l'absence de fraude, un bailleur n'est pas fondé à s'opposer à la cession du bail rural par son locataire à un neveu que ce dernier a adopté après avoir reçu un congé pour atteinte de l'âge de la retraite.

Octroi d'un prêt : l'étendue du devoir de mise en garde de

La banque



© 2025 Les Echos Publishing

Si les banques sont tenues à un devoir de mise en garde envers les emprunteurs non avertis auxquels elles consentent un crédit, cette obligation porte sur l'inadaptation de ce crédit aux capacités financières de l'emprunteur et sur le risque de l'endettement qui résulte de son octroi, mais pas sur l'opportunité ou la faisabilité de l'opération financée.

Contrat de vente et de prestation de services : c'est un contrat de vente !



© 2025 Les Echos Publishing

Lorsqu'un contrat a pour objet la vente et l'installation de panneaux photovoltaïques, ce contrat doit être qualifié de vente. Il en résulte que le délai de rétractation du particulier qui a signé un tel contrat court à compter de la

livraison des panneaux.

Préemption de la Safer sur une parcelle agricole : le droit du vendeur de se retirer



© 2025 Les Echos Publishing

Lorsque la Safer exerce son droit de préemption en faisant une contre-proposition de prix, le vendeur qui saisit le tribunal en fixation du prix de vente peut ensuite retirer le bien de la vente à tout moment de la procédure, même avant que le tribunal ait fixé le prix.

Gare au cautionnement souscrit pour toutes les

obligations d'une société !



© 2025 Les Echos Publishing

Le dirigeant d'une société qui s'est porté caution de toutes les dettes de celle-ci à l'égard d'une banque est tenu de couvrir celles qui résultent d'une convention conclue postérieurement à la souscription du cautionnement.

Non-renouvellement du mandat du gérant = poursuite tacite ou fin du mandat ?



© 2025 Les Echos Publishing

Lorsque le gérant d'une société a été nommé pour une durée déterminée et qu'à l'expiration de cette période, il n'est pas reconduit dans ses fonctions ni remplacé, il faut considérer que son mandat a pris fin.

Factures 2025 : êtes-vous au point ?



© 2025 Les Echos Publishing

Vous le savez : toute entreprise qui vend un bien ou une prestation de services à une autre entreprise est tenue de lui délivrer, dès la réalisation de la livraison ou de la prestation de services, une facture comportant un certain nombre de mentions obligatoires. À ce titre, nous vous invitons à profiter de ce début d'année 2025 pour vérifier que vos factures sont bien conformes à la réglementation. Et aussi à commencer à vous préparer à la facturation électronique qui s'imposera à vous dans les années à venir. Voici un point sur ce sujet.

Mise à disposition d'une société de parcelles agricoles louées : il faut

les exploiter !



© 2025 Les Echos Publishing

Lorsqu'un exploitant agricole a mis des terres dont il est locataire à la disposition d'une société mais les exploite en dehors de celle-ci, le bailleur est en droit d'obtenir la résiliation du bail pour ce motif à condition que ce manquement lui ait causé un préjudice.